

# Représentations identitaires en Moldavie au temps de la restauration des princes indigènes

CRISTIAN PLOSCARU

---

*« Nous avons tous notre terre, une patrie, nous sommes patriotes et nous avons une origine dont nous pouvons être fiers. »*

---

**L**A SOCIÉTÉ roumaine traditionnelle, du point de vue éthique, s'est longtemps trouvée sous le signe de la morale biblique, selon laquelle « tout ce qui se passe [...] dans ce monde est soumis à la volonté de Dieu, qui fait tout bien, pour le rachat de l'homme [...], afin qu'il évite le mal et fasse le bien ».<sup>1</sup> Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la morale sociale inspirée par les commandements bibliques et par le modèle éthique des « vies des saints » l'emporte encore sur une morale politique qui érige en principes universels les repères de la vertu publique et des vertus politiques du gouvernant (voïvode, prince régnant, « pilier du pays » et bon patriote). Le thème biblique de la *fortuna labilis* et le voisinage quasi inévitable du « péché humain »<sup>2</sup> à l'événement politique en tant qu'acte de justice divine, ont placé l'horizon d'images et de représentations de la morale sociale et politique dans les cadres de la tradition et d'une dialectique historique, où le gouvernement

**Cristian Ploscaru**

Professeur associé à la Faculté  
d'Histoire, Université  
Alexandru Ioan Cuza, Iași.

Recherche financée par le projet CNCS n°  
813/2011.

idéal était conçu comme paternel et protecteur, mais dépourvu de la dimension *civisme* et *engagement politique*. L'initiative politique était tenue pour le résultat d'une « rébellion de la nature humaine, qui entraîne toute sorte de changements dans ce monde instable »<sup>3</sup>, tandis que la faculté du jugement représente un attribut de l'autorité des gouvernants sages (et non pas de la loi) – ceux qui défendent le peuple contre « l'altération de la vertu et de la dévotion », selon la volonté de Dieu.<sup>4</sup>

Les historiens des idées culturelles et philosophiques ont affirmé qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle la connaissance philosophique du bonheur individuel, héritée des classiques (Platon, les épicuriens, les stoïciens), et l'idée du salut chrétien, ont été complétées de « la dimension capitale de l'ordre social qui favorise le bonheur des gens ». La terminologie spécifique (*bonheur, morale, société*) a enrichi ses significations, les a changées parfois, de sorte que *la sociabilité* était devenue au XVIII<sup>e</sup> siècle une vertu par excellence.<sup>5</sup> En étudiant ce phénomène, on ne saurait s'appuyer sur les traductions et les réécritures de manuscrits du XVIII<sup>e</sup> siècle, bien que ces documents reflètent un certain état d'esprit – ici on peut mentionner les écrits de La Rochefoucauld et le *Theatrum politicum* qui suggèrent une préoccupation pour la morale politique et les vertus publiques : de tels écrits combattaient le despotisme arbitraire et l'hypocrisie du gouvernant, par lesquels celui-ci abandonnait le rôle de seigneur qui lui avait été octroyé par Dieu.<sup>6</sup> On ne peut pas s'en servir comme arguments étant donné que ces œuvres savantes reflètent le goût et les préoccupations d'une élite littéraire, laïque et religieuse. En l'absence d'un marché du livre et même d'une littérature de colportage (à l'exception des livres populaires ayant une autre substance idéale<sup>7</sup>), ces œuvres ne peuvent pas constituer un baromètre crédible de la nature des interrogations morales sur le gouvernement et la politique dans la société roumaine de cette époque.<sup>8</sup>

Les textes du type pamphlets et satires reproduisent plus fidèlement l'image ordinaire de la *vertu politique* et du *bon gouvernement* dont on attend l'instauration de la justice dans la communauté.<sup>9</sup> Dans la structure de cette image, la composante sociale, liée à *la cohésion* de la société et à *la sécurité* des gens, semble de nouveau prédominante. La classe des grands boyards – « défenseurs du pays » – recèle une potentielle vertu collective, commune, parce que non-personnalisée, qui fait référence à *l'union*. On prend comme modèle les boyards « du bon vieux temps [...], qui étaient vraiment unis pour le bien du pays » et qui protégeaient la justice de tous et de chacun. Au contraire, les nobles d'époque récente, engagés dans des disputes, « les dents acérées [...] les uns contre les autres », sont divisés par les péchés de la haine et de l'envie. Cette nécessaire union n'est pas seulement politique, sa fonction sociale étant nettement formulée dans des textes où on l'apprécie comme moyen d'offrir « soulagement et paix aux pauvres gens du pays » : ceux-là, selon un auteur anonyme, « ne désiraient que

maintenir les boyards au pouvoir ». L'auteur aimait rappeler ces « temps jadis », « aux coutumes bien-aimées », lorsque « les boyards avaient pour suprême but, sagesse, pouvoir et gloire, le bien du pays », étant de vrais « pères et défenseurs de la terre ». <sup>10</sup> Les mêmes mots et idées se présentent également chez un auteur anonyme de Moldavie, qui, vers 1774, déplorait l'état « du monde trompeur/qui suscite la haine entre les empereurs ». Il s'affligeait de voir la discorde entre les grands boyards, qui « ne se souciaient pas du sort du pays » et « ne prêtaient aucune attention » aux petits boyards et à leurs serviteurs, qui attendaient de leur part quelque « adoucissement de la vie » et « un peu de soin ». <sup>11</sup>

La persistance de l'image de l'union existante entre les boyards, altérée à l'époque dont on parle, mais exemplaire « au temps jadis », exprimait une sorte de solidarité et de cohésion propres au système social traditionnel, où le pays représentait « la communauté des habitants », qui réclamait, en échange des services, des impôts payés et des autres fardeaux, la protection contre les abus des gouvernants. C'est de ce genre de représentations que certaines idées proches des Lumières allaient naître, dans les premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, en reconfigurant et en ramenant plus près du politique le problème de la morale publique et des vertus requises pour les gouvernants. <sup>12</sup> Dans la littérature de critique sociale et politique de cette époque, une critique sans velléités de conceptualisation, mais qui abonde en représentations acides des mœurs, fait voir un modèle de vertu politique qui se mettait en place. Les premières pièces de théâtre écrites au début du XIX<sup>e</sup> siècle, mélange de folklore de cour et de classicisme néogrec, sont, du point de vue de l'inspiration littéraire <sup>13</sup>, assez maladroitement, mais elles reflètent le désir de mettre en écrit des réflexions personnelles sur le social, tendance nouvelle, pas encore familière à l'esprit de l'époque. Des traductions de la dramaturgie française avaient été déjà réalisées, mais une œuvre originale, annonçant l'intention de se moquer des mœurs et des coutumes, faits sociaux par excellence, avec des exemples choisis dans le milieu des boyards, était considérée comme imprudente et en conflit avec le statut privilégié de l'élite locale. <sup>14</sup> L'apparition de ces pièces de théâtre suggère l'existence de certains changements dans l'image que les nobles se formaient du social et de la société. Celle-ci pouvait être jugée désormais avec les instruments de la raison, ce qui correspond à l'importance que la morale sociale avait acquise sur le plan de la réflexion sur la société, renfermant des règles et des principes, selon lesquels les contemporains étaient rendus responsables de leurs mœurs. Les premières tentatives satiriques dans la dramaturgie roumaine – *Le jugement des femmes* (1806) et *Le commandant d'Orhei* (1811) <sup>15</sup> – se contentaient de critiquer les nouvelles attitudes (le luxe, le souci exagéré pour les parures, l'arrogance de certains parvenus de basse extraction <sup>16</sup>), mais les textes de Iordache Golescu – *La situation de la Valachie* et *L'histoire des fonctionnaires*, deux pièces écrites avant 1821 – osaient aborder

des thèmes politiques, mettant face à face, pour augmenter l'effet de contraste, les vices de quelqu'un qui eût dû incarner la vertu, les « pillages et les méfaits [...] du trésorier », et, d'autre part, « la pitié, [...] la douceur, la paix du pardon, la grâce et toutes les autres bonnes œuvres », qualités qui, à une autre époque, étaient fidèlement conservées par les puissants.<sup>17</sup>

En risquant une pareille manière (nouvelle, il est vrai !) de connaissance du social et d'expression des idées critiques, ce genre de textes allait exploser soudainement après la Révolution de 1821, rendant ainsi la satire l'une des espèces les plus prolifiques et, on peut le supposer, des plus affectionnées, car faciles à transmettre. Avec l'expansion du genre, on peut remarquer également une certaine *politisation*, qui soulignait les défauts du gouvernement et des gouvernants, tout en dressant, par antithèse, un portrait de la vertu politique et de la morale communautaire. Le problème de l'union de tous revenait en force, affirmé avec plus de netteté du point de vue politique, les satires décrivant l'image sociale de cette solidarité, tandis que dans des proclamations et manifestes l'union avait été *énoncée politiquement*.<sup>18</sup> Le plus souvent, les causes de la dégradation de la société et de la crise politique étaient attribuées aux représentants du régime des princes indigènes, auxquels on ne contestait pas la qualité de « chefs de file » et « pères de la patrie », mais justement le manque de vertus communautaires et de qualités morales. Parmi celles-ci, nous mentionnons : « l'amour de Dieu, la sagesse, la disposition de mener une vie honnête, le penchant à conseiller ceux qui en ont besoin [...], son prochain, les concitoyens de condition sociale inférieure ». <sup>19</sup> Les personnalités politiques du pays n'apparaissent pas comme des hommes politiques, détenant « l'art de gouverner le pays »<sup>20</sup>, mais comme des saints et des parents, ayant un rôle social et un profil moral. Ce profil moral, d'inspiration chrétienne (sans rapport avec le « catéchisme du citoyen »), est évoqué avec plus d'insistance que le profil politique, visible au moment où ces personnages s'adressent au peuple.<sup>21</sup> Par contre, dans les satires des années 1821-1828, on observe parfois la tendance à éliminer la légitimité de la naissance, car, « devant la justice les gens sont égaux, ils sont jugés d'après leurs faits, et non pas d'après la noblesse de leur souche », les ministres étant sévèrement grondés pour leur faiblesse envers « la gloire vaine et fugitive, les appâts destructeurs ». <sup>22</sup>

Dans la période qui suit la Révolution de 1821, sous l'impact des événements, émus par la violence des combats et des pillages, mais éprouvant aussi l'espoir de l'union, les auteurs de ces textes révoquent, d'une manière souvent pathétique, un nouvel ordre communautaire, qui, sans être conçu comme l'instauration de l'état de droit, réglé par l'autorité de la loi, trouverait dans la justice la suprématie du bien commun.<sup>23</sup> La grande noblesse est assaillie de reproches ; on l'accuse de s'enorgueillir, de s'enrichir outre mesure, de favoriser une clientèle sans mérites, de mépriser les patriotes de condition sociale inférieure etc.

La condamnation de ces vices, « ayant pour résultat [...] la haine, l'intrigue et la méchanceté entre les gens », accable les boyards parce qu'ils agissent seulement par intérêt personnel, sans avoir la conscience de la justice et de la vraie gloire. On revient à la charge en déclarant que ceux qui détiennent le pouvoir se souviennent seulement au moment où ils le perdent que « nous avons tous notre terre, une patrie, nous sommes patriotes et nous avons une origine dont nous pouvons être fiers ».<sup>24</sup> Cependant les jeunes Valaques partis à l'étranger pour étudier se montraient un peu plus indulgents. Il suffit de citer l'exemple de Constantin N. Filipescu, qui nommait les piliers du pays (les boyards) « dépositaires de l'avenir et du bonheur de la nation, dans les maisons desquels la force publique est concentrée » ; Constantin Brăiloiu, lui aussi, se garde bien de rabaisser la réputation des boyards, parce qu'il attend d'eux « la mise en place d'une nouvelle administration, fondée sur la justice et l'égalité, capable d'assurer aux gens un avenir heureux ».<sup>25</sup>

Si les textes à destination publique se limitaient à critiquer les vices sociaux et à plaider, de manière rhétorique, pour les vertus patriotiques, les notes et les commentaires sur certaines traductions laissent entrevoir une conception qui se rapproche timidement de deux idées essentielles, *l'émancipation sociale* et *la société civile*. Dans ce sens, Ștefan Piscușescu, le maître de la génération de Gheorghe Lazăr, Eufrosin Poteca et Petrache Poenaru, conseillait à ses compatriotes « de ne pas hésiter [...] à offrir aux pauvres la lumière de la connaissance de la vérité, pour l'élévation du peuple »<sup>26</sup>, en considérant l'éducation comme le moyen de répandre les Lumières, la principale manière d'émancipation sociale. Mais les idées liées à l'émancipation sociopolitique restent tributaires du système de la société hiérarchique, formant une collection de principes moraux, qui met en évidence l'honneur et la générosité des boyards. Parmi les personnalités politiques de l'époque on remarque, pour leurs discours fortement charpentés, Costachi Conachi et Ionică Tăutu, en Moldavie, et Simeon Marcovici, en Valachie.<sup>27</sup> Les préoccupations philosophiques et poétiques de Costachi Conachi étaient connues par certains de ses contemporains, qui le respectaient comme un homme « éclairé dont les idées montrent une attention particulière aux relations entre la société humaine et l'état des peuples éclairés de l'Europe ».<sup>28</sup> Il est fort probable que Zenobie Hagi Pop, l'auteur de ces observations, avait vu le manuscrit de la traduction faite par Conachi de l'œuvre d'Alexander Pope (*Essay on Man*), intitulée *Les principes de morale ou l'essai de discussion sur l'homme*, abondamment annotée par l'écrivain moldave.<sup>29</sup> Ces subtilités philosophiques n'étaient pas accessibles à tout le monde, mais elles illustraient le fait que la société n'était plus envisagée seulement sous le signe pessimiste de la *fortuna labilis* et des concepts religieux prêchés par l'Église.<sup>30</sup> Elle acquiert une consistance matérielle, en tant que plan immédiat de l'existence, plan autonome par rapport à la réalité immé-

diate, susceptible d'amélioration par les moyens de la raison. Un aspect qui nous intéresse tout particulièrement, l'action politique se propose de libérer la conscience et de corriger les conduites sociales, visant à une plus grande liberté de la pensée, par la diffusion des Lumières, et à la défense de la justice, concepts essentiels à l'époque, du point de vue éducatif et moral.

L'influence de certains concepts, tels que *patrie* et *nation*, utilisés sous l'influence de la littérature qui circulait, et surtout à la suite du contact avec le langage de la diplomatie européenne, peut être observée, *sans qu'aucune référence aux droits de la nation ou à son état lui offre vraiment une substance politique*. Le souci des nobles pour « le pauvre peuple », soumis à toutes « les calamités et les souffrances » et pour « le pays malheureux » venait, toujours comme auparavant, de l'influence d'anciennes formes de solidarité communautaire, la classe dirigeante n'ayant pas encore les leviers culturels et politiques pour rehausser les intérêts du pays comme des droits nationaux.<sup>31</sup> Analysant les critères du concept moderne de nation, la prétention des grands boyards de former la représentation politique du pays, V. E. Malinovski blâmait leur refus de soutenir ses propositions au sujet d'un gouvernement représentatif qui eût réuni les nobles et d'autres catégories<sup>32</sup>, c'est-à-dire « les députés élus par les propriétaires de terres de chaque région »<sup>33</sup> ; il les accusait de « se protéger les uns contre les autres » et d'être « divisés entre eux », de refuser de collaborer avec des gens de condition inférieure, quoique les pétitions adressées à la Cour impériale russe fussent rédigées comme venant de la part de la nation.<sup>34</sup>

**D**ANS LE prolongement de cette conception traditionnelle de la patrie et de la nation, Ioniță Sandu Sturdza, que la Porte venait de nommer prince-régnant de la Moldavie, considérait l'acte en soi, comme apportant la renaissance de la patrie, comme un signe de la toute-puissance divine ; « le regard miséricordieux de Dieu s'est tourné vers la patrie, vers les princes-régnants et vers les Sturdza », pensait-il, associant ainsi « la résurrection de la patrie » au règne des princes indigènes.<sup>35</sup> Néanmoins, l'identité ethno-culturelle de la patrie était déjà discernable dans les esprits et les cœurs des contemporains. Le retour des princes indigènes était reçu avec espoir, avec un immense horizon d'attente. Le langage religieux, ayant recours à la volonté divine et au rachat de la patrie, se mélangeait aux plaidoiries de morale sociale, à la recherche de la vertu, conférant ainsi au pouvoir politique un capital de reconnaissance sans précédent, en développant aussi sa structure par rapport au pouvoir des Phanariotes, qui avait été autocratique en théorie et profondément utilitaire en pratique. On attendait quelque chose de différent du prince-régnant indigène, principalement « la science de gagner les âmes », le règne même étant perçu comme une quintessence des vertus patriotiques de l'époque, héritées « des grands princes et voïvodes,

ancêtres de Votre Altesse ». « Regarde les icônes de ces Héros », conseillait l'évêque Ilarion à Grégoire Ghica, prince de Valachie – « et ils te montreront la bonne voie et t'emmèneront au lieu où règnent la gloire et l'éternité. »<sup>36</sup> L'historicité de la patrie et la mission morale du pouvoir politique, représenté comme dépositaire des vertus publiques, se retrouvaient dans des expressions et images touchantes, qui esquissaient une conception moderne de la patrie, entité communautaire ayant une personnalité historique, politique et culturelle propre. L'éthnicisme du discours de la période de 1848, la vision culturelle daco-romaine et l'activisme patriotique des citoyens allaient recomposer (une fois de plus) la sémantique de la notion et les conformations des représentations de la patrie nationale moderne. Les origines des concepts modernes de *patrie* et *nation*, essentiels dans la configuration idéologique du parti national, sont liées au contexte de structuration du discours culturel et politique moderne, à l'élaboration d'une conception nationale de patrie, qui inclut des représentations et stéréotypes, des images à importante fonction idéologique, ayant aussi le rôle de stimuler la solidarité politique nationale.

En Moldavie, on peut observer pendant le règne de Ioniță Sandu Sturdza l'influence de cette phraséologie, sans qu'aucune référence aux droits de la nation ou à l'état de celle-ci ne lui confère véritablement une substance politique. La préoccupation des boyards pour le pauvre menu peuple, soumis à « toutes les calamités et les souffrances » et pour « le malheureux pays » s'originait, tout comme avant, dans d'anciennes formes de solidarité communautaire, les boyards n'ayant pas encore les habiletés culturelles et politiques nécessaires pour exprimer les aspirations du pays comme des droits nationaux. Dans une véritable continuité avec le passé, à partir de la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'administration indigène, sous la protection d'un pouvoir étranger chrétien, était l'idéal politique auquel les nobles identifiaient les intérêts de la nation, avant de formuler dans des mémoires rédigés par eux certaines idées concernant le droit à l'autonomie comme droit national, ainsi que le besoin d'un régime de gouvernement représentatif. □

## Notes

1. Dionisie Eclesiarhul, *Hronograf (1764-1815)*, transcription, index et glossaire par Dumitru Bălașa, étude introductive par Dumitru Bălașa et Nicolae Stoicescu, Bucarest, Ed. Academiei, 1987, p. 33.
2. Sceptique en ce qui concerne l'avenir, Zilot le Roumain était convaincu que « les maux viendront de nouveaux, que nous ne nous affranchirons pas du passé » (Zilot Românul [Ștefan Fănuță], *Opere complete*, édition, étude introductive, notes, commentaires et index par Marcel-Dumitru Ciucă, Bucarest, Minerva, 1996, p. 208).

3. Naum Râmnicéanu, « Despre originea românilor », in Constantin Erbiceanu, *Cronicari greci care au scris despre români în epoca fanariotă*, Bucarest, Cronicar, 2003, p. 252.
4. *Ibid.*, p. 243.
5. Anna Tabaki et Alexandra Sphini, « Typologie des manuels d'éthique et de comportement en langue grecque vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle : l'évolution du genre, reflet du processus de modernisation du Sud-Est européen », *Revue des Études Sud-Est Européennes* (Bucarest), XXX, n° 3-4, 1992, p. 256.
6. Al. Dușu, *Cărțile de înțelepciune în cultura română*, Bucarest, Ed. Academiei, 1972, p. 85-86.
7. Nicolae Cartoian, *Cărțile populare în literatura românească*, vol. II, *Epoca influenței grecești*, Bucarest, Fundația pentru Literatură și Artă Regele Carol II, 1938.
8. Voir Roger Chartier, *Lecturi și cititori în Franța Vechiului Regim*, traduction du français par Maria Carpoș, Bucarest, Meridiane, 1997, p. 57-61.
9. Pour une histoire du pamphlet et de la satire politique, voir Cornelia Papacostea-Danielopolu, « La satire sociale-politique dans la littérature dramatique en langue grecque des Principautés (1774-1830) », *Revue des Études Sud-Est Européennes*, XV, n° 1, 1977, p. 75-78 ; id., « La critique de l'origine noble et les tendances égalitaires qui annoncent la révolution de 1848 », *Revue des Études Sud-Est Européennes*, XXI, n° 2, 1983, p. 203-210 ; id., « O piesă satirică din colecția de manuscrise a Academiei R. S. România », *Revista de istorie și teorie literară* (Bucarest), tome 27, n° 2, 1978, p. 247-258 ; Mihai Cojocariu et Cristian Ploscaru, « Cuvinte, ironii, moravuri. Preliminarii la o istorie a pamfletului politic în Principatele Române », in Andi Mihalache et Alexandru Istrate (dir.), *Romantism și modernitate. Atitudini, reevaluări, polemici*, Iași, Ed. Universității Al. I. Cuza, 2008, p. 625-642.
10. « Cuvântul unui țaran cătră boieri », *Arhiva. Organul Societății Științifice și Literare* (Iași), IV, n° 5-6, 1893, p. 328-330. L'auteur de cette œuvre a été identifié par N. A. Ursu dans la personne de Gherasim Putneanu, l'abbé du monastère de Precista de Roman, entre 1785 et 1797 (*Cuvânt de îngropare vechiului Ștefan Voievod, domnul Țării Moldovii, cel ce s-au numit Mare*, édition et étude introductive par N. A. Ursu, extrait de *Mitropolia Moldovei și Bucovinei*, LXVI, n° 4, 1990, p. 24-28).
11. « Istoria ce au scos slugile domnilor și boierilor (1773-1774) », in *Cronici și povestiri românești versificate (sec. XVII-XVIII)*, étude introductive et édition critique par Dan Simonescu, Bucarest, Ed. Academiei, 1967, p. 160-163.
12. Al. Dușu, « La métamorphose des solidarités », in *Political Models and National Identities in « Orthodox Europe »*, Bucarest, Babel, 1998, p. 37-40.
13. Paul Cornea, *Originile romantismului românesc. Spiritul public, mișcarea ideilor și literatura între 1780-1840*, Bucarest, Ed. Academiei, 1972, p. 77-81.
14. T. T. Burada, *Istoria teatrului în Moldova*, édition et étude introductive par I. C. Chițimia, Bucarest, Minerva, 1975, p. 76-77.
15. L'historien Andrei Pippidi, dans une étude exemplaire pour savoir comment analyser du point de vue méthodologique le contexte historique de l'élaboration des textes littéraires ayant une signification politique dans une société traditionnelle comme celle de Moldavie, conclut que *Le commandant d'Orhei* était l'expression littéraire des différends entre les familles Dimachi et Roset (Andrei Pippidi, « Cercetări

- asupra comediei anonime *Serdarul din Orhei* », *Studii și cercetări de istoria artei* (Bucarest), 33, 1986, p. 68-75).
16. N. Iorga, « Contribuții la istoria mai nouă a literaturii românești. Ceva despre Costachi Conachi », *Revista istorică* (Bucarest), VII, n° 4-6, 1921, p. 88-95 (*Judecata femeilor*) ; *Teatru românesc inedit din secolul al XIX-lea*, édition soignée par Paul Cornea, Andrei Nestorescu et Petre Costinescu, Bucarest, Minerva, 1986, p. 17-24 (*Serdarul din Orhei*).
  17. Iordache Golescu, « Starea Țării Rumânești acum în zilele Măriei Sale Ioan Caragea Voevod pe vremea asidosiei », in *Satire și pamflete din preajma lui 1848*, collection avec une étude introductive par Gh. I. Georgescu-Buzău, Bucarest, Ed. pentru Literatură și Artă, 1950, p. 26. Iordache Golescu suggérait aussi un regroupement des boyards en deux catégories : les boyards honorables, issus des familles autochtones, ayant comme chef de file Constantin Filipescu, effrayés par l'exemple de son exil (*ibid.*, p. 40) et les boyards malhonnêtes, habitués à faire « des saletés » par le trésorier Ștefan Bellu, le responsable de tous les impôts du pays (*ibid.*, p. 45-46).
  18. En ce qui concerne la dernière catégorie de textes, sur laquelle je reviendrai, voir *Pentru unirea blagorodnicilor et Îndemn la unire*, in Emil Vârtosu, *1821. Date și fapte noi*, Bucarest, Cartea Românească, 1932, p. 161-167, 187-197.
  19. *Ibid.*, p. 162 (20 juin 1822, *Pentru unirea blagorodnicilor*).
  20. La science du gouvernement envisage une conception moderne sur l'État, telle qu'elle apparaît, parmi les premiers, chez Ionică Tăutu, et non le modèle traditionnel de l'administration, qui est basé sur la tradition et le prestige social, non sur les principes de gouvernement et son institutionnalisation.
  21. Une des exceptions est fournie par un texte intéressant nommé *Alliance pour l'union*, qui mérite une attention spéciale, texte daté de 1822 et découvert entre les documents de Nicolae Greceanu, réfugié à Brașov. Les idées et certaines expressions indiquent que l'auteur semble connaître le texte *La Constitution des « carbonari »* de Moldavie. En ces pages, d'une surprenante modernité, la principale vertu politique du véritable patriote est « l'amour [du pays] et le bien communautaire », en condamnant toute utilisation et pensée qui pourraient porter « atteinte à la communauté », exprimée d'une manière très proche de celle de la *La Constitution des « carbonari »* (*ibid.*, p. 183-186, y inclus n° 1).
  22. Emil Vîrtosu, « O satiră în versuri din Moldova anului 1821 », *Studii și materiale de istorie medie* (Bucarest), II, 1957, p. 497, 500. Voir aussi Vasile Alecsandri, « Tabla mișeilor », *Convorbiri literare* (Iași), II, n° 1, 1868, p. 7-10.
  23. Outre les textes cités, voir Naum Râmniceanu, « Cugetul adevăratului român către frații săi români », *Arhiva*, V, n° 5-6, 1894, p. 347-351.
  24. Ștefan Piscupescu, Préface à *Oglinda sănătății și a frumuseții omenеști*, in Ioan C. Bianu, Nerva Hodoș et Dan Simonescu, *Bibliografia românească veche*, vol. III, 1809-1830, Bucarest, Atelierele Socec, 1936, p. 637.
  25. *Documente privitoare la Istoria Românilor*, coll. Eudoxiu de Hurmuzaki, vol. X, 1763-1844, documents rassemblés, annotés et publiés par Nicolae Iorga, Bucarest, 1897, p. 621 (Genève, 17 juin 1828, lettre de Constantin Brăiloiu à son père).
  26. Bianu, Hodoș et Simonescu, *Bibliografia românească veche*, op. cit., III, p. 635.

27. Ionică Tăutu, l'auteur du texte *Réflexion sur l'art du gouvernement* (1<sup>er</sup> octobre 1827), réalisait une analyse critique, de son point de vue, de la philosophie politique de Montesquieu et Rousseau, identifiant les deux éléments centraux du « grand et difficile art de gouverner les gens » : la loi inaltérable et le moral, mais encore dans les cadres de la société hiérarchique (Ionică Tăutu, *Scrieri social-politice*, avant-propos, étude introductive, notes par Emil Vîrtosu, Bucarest, Ed. Științifică, 1974, p. 176-195).
28. Iorga, « Contribuții la istoria mai nouă a literaturii românești », *op. cit.*, p. 102 (30 janvier 1833, Zenobie Pop pour Costache Conachi).
29. C. Conachi, *Prințișile moralului sau cercarea de voroavă asupra omului*, in *Scrieri alese*, édition par Ecaterina et Alexandru Teodorescu, Bucarest, Ed. pentru Literatură, 1963, p. 258-297. Voir les commentaires sur ses annotations chez Iorga, « Contribuții la istoria mai nouă a literaturii românești », *op. cit.*, p. 96-98.
30. Dans le texte de la traduction du traité *Un regard politique sur l'Europe de l'année 1825*, d'après un opuscule de Pierre d'Herbigny, apparait l'idée que « l'oppression des gens ne vient pas seulement de la part des souverains, mais aussi de tous les boyards, mal qui résulte de leurs opinions erronées » (*Scrieri literare inedite 1820-1845*, textes choisis, publiés, annotés et commentés par Paul Cornea, Andrei Nestorescu et Petre Costinescu, Bucarest, Minerva, 1981, p. 141). La controverse entre Paul Păltănea, qui attribue le texte à Costachi Conachi (*Neamul logofătului Costache Conachi*, Bucarest, Albatros, 2001, pp. 255-256) et N. A. Ursu (« O cronică politică a Europei din anul 1825 », *Anuarul Institutului de Istorie A. D. Xenopol* (Iași), XXXI, 1995, p. 259-274), qui a identifié Ionică Tăutu comme auteur, en se basant sur des particularités linguistiques du texte, n'a pas pu établir clairement le problème de la paternité.
31. Voir *Documente privitoare la Istoria Românilor*, coll. Eudoxiu de Hurmuzaki, XIX<sub>2</sub>, *Corespondență diplomatică și rapoarte consulare austriace (1798-1812)*, publiés par Ion I. Nistor, Cernăuți, Institutul Arte Grafice Glasul Bucovinei, 1938, p. 128-129 (Brașov, 23 juin 1802, *Les représentants de la nation valache pour l'empereur François II*).
32. *Ibid.*, nouvelle série, vol. IV, *Rapoarte diplomatice ruse (1797-1806)*, textes soignés par Andrei Oțetea, Bucarest, Ed. Științifică, 1974, p. 416 (Iași, 25 juillet 1802, V. F. Malinovski pour V. P. Kotchoubei).
33. *Ibid.*, IV, p. 409.
34. *Ibid.*, IV, p. 416.
35. Gh. Ghibănescu, « Documents », *Ion Neculce* (Iași), I, fasc. 1, 1921, p. 121 (Constantinople, 1<sup>er</sup> juillet 1822, Ioniță Sandu Sturdza à Petrache Sturdza).
36. Cf. Vasile Gh. Durak, *Ilarion, episcop al Argeșului*, Bucarest, Tip. Cărților Bisericești, 1900, p. 17.

## **Abstract**

### Representations of Identity in Moldavia after the Restoration of Native Rulers

In Moldavia, during the reign of Ioniță Sandu Sturdza (1822–1828), we notice the influence of a certain phraseology about the nation, but without a true political substance, which could have been generated by references to the rights of the nation or to the national state. The concerns of the boyars for the common people, “subjected to all calamities and suffering,” and for the “poor country” have their origin, as before, in the old forms of community solidarity. The sources show that the political elite did not have, at that time, the cultural and political abilities necessary to express the country’s expectations and aspirations as national rights. In an obvious continuity with the endeavors of the past, documented throughout the entire eighteenth century, the exclusively native administration, under the protection of a Christian power, was the political ideal with which the local elite identified the nation’s interests, without stating, in their memoirs, clear ideas regarding the right to autonomy as a national right and, eventually, the necessity of a representative governing regime.

## **Keywords**

motherland, nation, representations, discourse